

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°2026-025 P

Objet : Délégation de fonction et de signature au 3^{ème} Adjoint au Maire

La Maire de la Commune de MONTS :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-18 conférant au Maire le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-23 conférant au Maire le pouvoir de déléguer à un ou plusieurs de ses adjoints, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie des attributions qui lui ont été déléguées par le conseil municipal sauf disposition contraire dans la délibération de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n°2026.03.02 du Conseil Municipal de Monts en date du 20 mars 2026 fixant à 8 le nombre d'adjoints au maire ;

Vu le procès-verbal de l'élection et de l'installation de Monsieur Grégory LARCHER en qualité de troisième adjoint au maire en date du 20 mars 2026 ;

Considérant que pour la bonne marche des affaires communales, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire de procéder à une délégation de fonction du maire au bénéfice du premier adjoint ;

ARRÊTE

Article 1

Il est donné, sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation permanente à Monsieur Grégory LARCHER, troisième adjoint au maire, pour accomplir tous les actes relatifs aux missions qui lui sont dévolues dans les domaines de compétences suivants :

- **Bâtiments**
 - Entretien, conservation, rénovation et mise en valeur du patrimoine bâti communal,
 - Programmation, planification et suivi des travaux,
 - Suivi technique et administratif des opérations,
 - Relations avec les entreprises et les délégataires de services,
 - Programmation et suivi des travaux de mise en accessibilité des bâtiments communaux ;

- Voirie

- Entretien, rénovation et mise en valeur des voiries et réseaux,
- Aménagement et sécurisation des voies de circulation,
- Relations avec les entreprises et les délégataires de service,
- Gestion de l'éclairage public,
- Suivi des travaux de mise en accessibilité de la voirie,
- Elaboration, la mise en œuvre et le suivi du plan de circulation communal,
- Suivi des travaux en lien avec le Département,
- Suivi et mise à jour de la signalisation routière (verticale et horizontale) ;

Article 2

Dans le champ de sa délégation, Monsieur Grégory LARCHER est habilité à signer les actes suivants :

- Les correspondances administratives y compris les notes de service,
- Les arrêtés et autorisations administratives,
- Les contrats et conventions,
- Les engagements hors marchés publics.

Article 3

Délégation de fonctions lui est également donnée pour signer en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc ARMAND et de Monsieur Valentin GILLET DEBARRE, adjoints au Maire ayant reçu délégation de signature dans les domaines concernés tous les actes, décisions, arrêtés, courriers et tous documents dans les domaines de compétences suivants :

- Urbanisme et aménagement de la ville,
- Transition écologique, mobilités, espaces verts et préservation du cadre de vie.

Article 4

La signature de Monsieur Grégory LARCHER des pièces et actes énumérés ci-dessus devra être précédée de la formule indicative suivante : « **Par délégation du Maire** ».

Article 5

Pour l'exercice de ses attributions, Monsieur Grégory LARCHER bénéficie entant que besoin, du concours de tous les services municipaux ainsi que des organismes délégataires de la Ville. Toutefois, l'adjoint n'aura aucune autorité sur le personnel des services.

Article 6

La présente délégation débutera au 1^{er} avril 2026 et prendra fin au cas où les délégataires viendraient à cesser leurs fonctions, et en tout état de cause, à la date d'installation d'un nouveau conseil municipal.

Article 7

La Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'en application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par voie postale (28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans Cedex 1) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de MONTS est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché aux lieux et places habituels et dont ampliation sera remise à :

- M. le Préfet d'Indre et Loire,
- M. le Procureur de la République,
- M. le Comptable Public du SGC de Chinon.

Monts, le 30 mars 2026

La Maire



Notification faite le

- Signature de l'intéressé(e)